



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

Économie et patrimonialisation

Les appropriations de l'immatériel

Economy and patrimonialization. The appropriation of intangible resources

Thierry Linck



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9506>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9506

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Thierry Linck, « Économie et patrimonialisation », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 11 décembre 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9506> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9506

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Économie et patrimonialisation

Les appropriations de l'immatériel

Economy and patrimonialization. The appropriation of intangible resources

Thierry Linck

1. Du patrimoine à la patrimonialisation

- 1 La notion de patrimoine déroute tout autant qu'elle fascine. Elle est ambiguë, floue et fortement connotée. Le terme est ancien et a des acceptions changeantes selon l'époque et ses dépositaires. Officielles, elles sont tour à tour religieuses, monarchiques, familiales, nationales, administratives et scientifiques. Il reste que la diversité des définitions qui en sont données est toute relative : toutes tendent à assimiler le patrimoine à une mémoire collective, et, plus précisément, à une mémoire partagée propre à un groupe, à un lieu, à une nation et, en un mot, à un ordre. Davantage qu'une simple déclinaison de registres, c'est l'expérience d'une communauté, dans sa double acception d'ancrage dans un passé où elle s'est constituée et de capacité d'action. Dans la mesure aussi où elle est mobilisée pour affirmer la position de chacun et de tous dans le temps, dans la société, vis-à-vis de la nature – et donc pour produire l'histoire –, cette mémoire collective ne peut pas être neutre. La notion de patrimoine est ainsi indissolublement liée à celle de pouvoir et la façon dont elle est constituée et définie – et donc appropriée – en constitue un enjeu de premier plan. C'est ainsi l'Église d'abord, l'État moderne, ensuite, qui réglementent la constitution, la conservation et la gestion du patrimoine ainsi que les droits d'accès des particuliers. Le patrimoine est également l'affaire des contre-pouvoirs. C'est alors le point autour duquel tendent à se focaliser les résistances, celles des peuples et des sociétés dominées ou colonisées, celles du local face à l'emprise de la globalisation, celles des communautés de croyance...
- 2 Cette mémoire est sélective et peut être mobilisée comme une simple bannière : le combat peut être dévoyé dans une entreprise d'enfermement et de repli sur soi. Le patrimoine tend alors à n'être qu'un alibi, l'image tronquée et flatteuse d'un passé glorifié qui sollicite les volontés sans donner de sens. Il en est alors du patrimoine comme de ces

« lieux de mémoire » dont (1994, p. 15) nous dit qu'ils « *ne sont plus tout à fait la vie, pas tout à fait la mort, comme ces coquilles vides sur le rivage quand se retire la mer de la mémoire vivante. (...). Ils apparaissent comme des buttes-témoin d'un autre âge, des illusions d'éternité* ».

- 3 Il n'est donc pas surprenant que la notion de patrimoine, tout en étant fréquemment évoquée, soit peu présente dans les sciences sociales en tant que concept fondateur de paradigmes appelés à structurer des champs problématiques larges. Elle est, dans ce sens, peu sollicitée par les historiens et les anthropologues qui en redoutent probablement l'ambiguïté et le risque de couper les traces qu'elle laisse de leur contexte originel ; elle est rarement mise en avant par les sociologues et les économistes déroutés, probablement, par l'énormité et la complexité de l'objet auquel ils seraient confrontés¹.
- 4 La notion de patrimoine a pourtant de quoi fasciner. S'il est posé en tant que mémoire collective, le patrimoine peut être reconnu comme un héritage transmis de génération en génération et façonné par chacune d'elles. Il émerge alors aussi en tant qu'accumulation de savoirs techniques et relationnels : des savoir-faire, des connaissances, des règles, des valeurs... présentes en l'état ou dans les objets qu'elles ont permis de façonner. Le patrimoine apparaît alors à la fois comme un ancrage dans le passé et dans l'ordre social, comme une capacité d'action et de projection dans le futur et dans un ordre social en construction ou en gestation. Il s'agit bien là des deux faces d'un même objet, d'une même ressource sociale fondatrice qui oriente et cadre les relations entre les individus. Considéré sous cet angle, le patrimoine peut être considéré comme une institution première au sens de Veblen (1898), celle-là même dont la disparition, selon Hobbes (2000), plongerait toute société dans un chaos absolu, ou encore comme cet ensemble de valeurs qui, selon Durkheim (1897), fait consensus et constitue le dernier rempart contre l'anomie et l'anarchie. Il n'y a pas de société sans mémoire et le patrimoine peut à juste titre apparaître alors comme le fondement premier, l'objet ultime et à jamais inaccessible de la Science Sociale.
- 5 Inaccessible, le patrimoine l'est à plus d'un titre : il est partout et pourtant reste de ce fait toujours insaisissable. Comment en faire l'inventaire s'il est présent dans chacun des objets qui nous entourent, dans les savoir-faire, les savoir utiliser et les savoir nommer que nous mobilisons à chaque instant, s'il imprègne, enfin, nos représentations, nos valeurs, nos croyances, nos règles ? Comment l'aborder ? À quels paradigmes se rattacher dès lors que le concept est susceptible d'intéresser tous les domaines des sciences sociales ? Le patrimoine forme un tout dont aucun composant ne saurait être détaché sans risque de le convertir en l'une de ces coquilles vides qu'évoque Nora : en tant que mémoire – et donc information complexe –, il constitue un système, structuré par des trames cognitives relevant à la fois de l'individuel et du collectif. Mais alors, comment en dénouer les fils, en repérer les hiérarchies, tant ces trames sont nombreuses, enchevêtrées et souvent peu visibles ?
- 6 Autant dire que ce défi ne peut pas être relevé : le patrimoine restera longtemps encore cet objet ultime et inaccessible. Cela ne veut pas dire que la problématique patrimoniale ne soit pas digne d'intérêt ni même hors de portée. Si le patrimoine reste insaisissable en tant que tel, il n'en va pas nécessairement de même de ses transformations et donc des logiques et des processus activés dans l'évolution des usages qui en sont faits et des forces qui sous-tendent sa production, ses recompositions et ses transmissions. Le patrimoine se révèle à nous dès lors qu'il est menacé, qu'il change et que notre rapport aux choses, aux idées, à notre corps, à la nature et aux autres hommes s'en trouve affecté. Ce recentrage nous conduira à parler de patrimonialisation plutôt que de patrimoine. Encore faut-il

souligner que le terme n'est pas pris dans son sens courant d'enregistrement ou d'inventaire que recouvre la notion de « mise en patrimoine », mais bien plutôt en tant que processus d'activation, de gestion, de renouvellement et, en définitive, d'appropriation et plus précisément d'appropriation collective.

- 7 L'appropriation collective, telle est la clé de voûte de notre argumentaire. Mais que faut-il entendre par là ? S'il est bien fait référence au patrimoine en tant que bien collectif, il ne peut pas être question de reprendre à notre compte les définitions et les catégories usuelles en économie². Nous avons engagé notre réflexion à partir d'une prémisse plus triviale : un bien collectif est tout simplement un bien approprié collectivement. Cela tombe sous le sens... et cela donne du sens à notre démarche : dans notre perspective, l'appropriation porte sur ce qui produit de la structure. L'appropriation met ainsi en scène des rapports sociaux situés et ne peut ni se satisfaire de propriétés propres aux biens considérés ni se contenter d'une simple énumération d'attributs intemporels : un bien approprié collectivement ne peut pas être, en dépit de l'introduction de nuances subtiles entre biens collectifs « purs » ou « impurs », défini à partir de propriétés de non exclusivité et de non rivalité (Beitone, 2010).
- 8 Nous devons, en première approche, considérer que l'appropriation collective est toujours le fait d'un groupe social, quelle qu'en soit la nature ou la taille. Le constat invite à souligner que l'appropriation collective repose, tout comme l'appropriation individuelle, sur un principe d'exclusion qui permet aux détenteurs du bien d'en interdire ou d'en limiter l'accès. Selon notre définition, un bien collectif ne peut donc pas être d'une façon générale³ considéré comme libre : il s'agirait alors tout simplement d'un bien non approprié⁴.
- 9 Ce premier niveau posé, rien ne nous autorise à supposer que tous les membres du groupe jouissent de la même position et d'options identiques face au bien collectif : l'appropriation collective, bien plus encore que l'appropriation individuelle ne peut pas être posée en termes absolus. Elle s'en différencie par la diversité de ses formes et de ses modalités. Dans le fil du débat ouvert par Weber et Réveret (1993), elle peut être caractérisée par une inégale distribution de capacités : tous les membres du groupe ne disposent pas exactement des mêmes aptitudes à identifier les ressources collectives, à les définir, à en faire usage, à les transformer, à les aménager, à en tirer bénéfice et à les transmettre.
- 10 Un troisième niveau, enfin, doit être évoqué : celui de l'objectivation. Les appropriations collectives sont des construits sociaux – ils sont situés dans des jeux de pouvoir et des configurations de rapports forces – qui reposent sur des dispositifs spécifiques. L'étude de ces dispositifs constitue une étape incontournable et le fil conducteur appelé à structurer l'étude des recompositions patrimoniales afin d'en saisir le sens et la portée.
- 11 Le dispositif peut reposer sur des règles formelles. Ainsi, au Mexique, l'institut National de la propriété industrielle définit le *Queso Cotija* (un fromage produit dans les confins des États du Michoacán et du Jalisco) en faisant abstraction des pratiques d'élevage et des pratiques locales de transformation et d'affinage. Par là, il instruit un processus de dépossession : il légitime les contrefaçons industrielles, favorise la déprise agricole et démographique et accélère la déconstruction des savoirs techniques et relationnels locaux. Le dispositif peut être fondé sur un rapport technique : dans le même contexte, la livraison d'une laiterie clé en main, s'inscrit dans une même démarche de dépossession des producteurs locaux et de déconstruction des savoirs... (Linck, 2009). La ressource territoriale peut être associée simultanément à différents dispositifs et reposer sur des

règles qui peuvent être à la fois techniques, tacites ou formelles. Ainsi la construction d'une race locale repose sur un projet (le schéma de sélection ou ce qui en tient lieu) fondé sur un accord concernant l'identification des aptitudes recherchées (de performance, de rusticité, de grégarité, de variabilité...). Le projet, les aptitudes sont l'expression de choix collectifs portant sur les modalités de l'ancrage de la race dans son territoire et de valorisation des produits de l'élevage. La gestion de la race doit être prise en charge collectivement, notamment parce que la construction et la stabilisation des aptitudes, l'entretien et le renouvellement de la race exigent un échange de reproducteurs ou le recours à l'insémination artificielle. Elle pose une exigence d'objectivation qui peut être basée sur la confiance, sur des critères empiriques d'identification ou reposer sur la création d'un livre généalogique. Elle est inscrite dans des temporalités ouvertes : celles des processus biologiques et celles des apprentissages techniques et relationnels qu'exigent la conception et la mise en œuvre des dispositifs d'appropriation. Elle n'est pas figée : les changements d'orientation mettent en scène des intérêts divergents et mobilisent l'ensemble des dispositifs identifiés ici⁵ dans le renouvellement de l'appropriation collective de la race.

2. Le patrimoine comme ressource

- 12 Le champ épistémologique de l'économie porte fondamentalement sur la production de marchandises c'est-à-dire de biens produits pour être échangés. Considéré du point de vue de l'économie patrimoniale, ce champ est à la fois trop restreint et non-autonome.
- D'une part, parce que la production de richesses marchandes présuppose la mobilisation de biens patrimoniaux qui ne peuvent pas être considérés, en toute circonstance, ni comme des ressources marchandes ni comme des ressources en accès libre ;
 - D'autre part, parce que la marchandisation repose sur une démarche de privatisation. Elle est par nature dissociative : elle détache les composant patrimoniaux mobilisés des trames cognitives originelles qui leur donnent sens. Dans la mesure où elle fait du marché un dispositif privilégié d'accès, elle pèse sur les modalités de l'appropriation patrimoniale. Dans mesure où elle altère et déconstruit les trames cognitives, elle a inévitablement une incidence directe sur les modalités de production et de renouvellement des patrimoines ;
 - Enfin, parce que les ressources patrimoniales incorporées dans le processus de production, dès lors qu'elles sont privatisées – et donc redéfinies – et signalées (elles apparaissent alors en tant qu'attributs spécifiques d'une marchandise) ont une incidence à la fois sur la construction du rapport concurrentiel (nous verrons qu'elles sont à l'origine d'une distorsion de concurrence) et sur le renouvellement du lien social (nous verrons également qu'elles répondent à des attentes de socialisation des « consommateurs » appelées à être satisfaites sur la base exclusive de logiques marchandes).
- 13 Le champ de l'économie ne peut donc pas être circonscrit dans le seul domaine de l'échange et de la production de richesses marchande. Mais que recouvre alors la notion de « richesse » ? En suivant une piste déjà largement explorée par Godelier (1984, 1996 et 2007), nous pouvons considérer que cette notion recouvre à la fois :
- des biens destinés à être échangés (ceux auxquels s'intéressent de façon quasi exclusive les sciences économiques) ;
 - des biens destinés à être donnés (ils fondent le lien social et les identités) ;

des biens qui ne peuvent être ni vendus ni donnés (ils apportent prestige et pouvoir et, par là fondent le rapport des forces sur lequel repose l'ordre social et la société elle-même).

Ces trois catégories ne sont ni indépendantes ni figées. Leur sens, leurs limites, leurs interactions et leur cohérence globale sont déterminés par des trames cognitives partagées. Par là, il est possible de souligner toute l'importance des apprentissages, c'est-à-dire des processus d'appropriation, de transmission et de renouvellement des savoirs techniques, des valeurs sociales, des représentations, - des rituels ainsi que de l'organisation des connaissances (entendues dans un sens large). Celles-ci sont inculquées aux enfants, appropriées par chacun et transmises aux générations suivantes dans un processus perpétuellement renouvelé qui fait de tout individu le co-constructeur de l'ordre social auquel il appartient et auquel il est soumis.

- 14 Dans ce sens, Godelier peut affirmer que l'univers de l'idéal précède la production des rapports sociaux et des rapports de production. Mais ne peut-on pas reconnaître dans « l'idéal » de Godelier le moyen de préciser et de souligner les enjeux d'une référence à cette « mémoire collective » que nous avons évoquée pour définir la notion de patrimoine ? Cette option présente, de notre point de vue un double avantage :
 - celui, d'une part, de permettre un réexamen des liens entre l'idéal et le matériel, notamment pour ce qui concerne les aménagements de la nature et les problématiques de la durabilité (mais il peut être question également des cadres institutionnels, des orientations des politiques publiques ou des infrastructures compte tenu de leur incidence durable sur la conception et la mise en œuvre des choix collectifs) ;
 - celui, d'autre part, de situer l'économie (dans sa double acception de champ de connaissance et de champ d'activité) dans ses rapports à la société. En particulier, dans un ordre social largement dominé par l'échange, quelle est la place et le sort de ces biens destinés à être donnés et de ceux qui ne sont ni donnés ni échangés et qui, pourtant peuvent être marchandisés (Martin, 1999) ?
- 15 Peut-on, dans une telle perspective, parler « d'économie patrimoniale » ? Certainement pas s'il est question de construire à l'intérieur du champ disciplinaire un domaine spécifique, comme le sont, par exemple, l'économie publique ou l'économie industrielle : l'économie patrimoniale ne peut, en aucune façon, être circonscrite dans le seul domaine de la production de richesses marchandes. Il n'en demeure pas moins vrai que « l'économie patrimoniale » a vocation à nouer des liens étroits avec l'économie, notamment pour ce qui concerne l'action collective, la gouvernance de biens communs et en particulier les modes d'appropriation et de valorisation du vivant et du cognitif, ou encore pour instruire les échanges que l'économie doit nouer avec des disciplines connexes. Notre propos vise plutôt à situer « l'économie patrimoniale » par rapport à un objet qui lui est propre : le rapport entre l'idéal et le matériel. Elle vise plus précisément, à instruire un questionnement qui peut être posé comme suit : comment sont produits, appropriés, organisés, transmis et renouvelés les savoirs techniques et relationnels qui fondent nos rapports à notre corps, à la nature et à la société ? Considérée dans cette perspective, « l'économie patrimoniale » constitue un domaine transversal qui traverse le champ des connaissances dans son ensemble : elle nourrit de liens étroits avec l'économie, mais sollicite en même temps l'ensemble des sciences sociales et des sciences du vivant.
- 16 Des éléments qui viennent d'être évoqués, deux méritent une attention particulière : Il s'agit en premier lieu de l'attention portée à la construction des choix collectifs. Face aux paradigmes de l'utilitarisme et du « choix rationnel », le prisme de l'appropriation

permet d'éclairer la question de la construction des choix collectifs en renouvelant la problématique du conflit et en identifiant les enjeux des rivalités d'usage. Les paradigmes qui fondent l'économie libérale impliquent en effet un corollaire difficile à assumer : les biens et ressources collectifs, ceux-là même dont l'activation appelle la construction de choix collectifs, ne peuvent être considérés que comme des biens libres, c'est-à-dire à la fois non exclusifs et non rivaux. Pour reprendre la définition de Olson (1976), cela suppose en effet que la surconsommation d'un individu ne porte préjudice à aucun autre usager. Comme nous le verrons, il est impossible d'admettre l'éventualité de conflits agonistiques⁶ sans remettre en cause les postulats les plus fondamentaux de l'utilitarisme et de l'individualisme méthodologique. L'hypothèse contraire semble plus réaliste et plus féconde : le patrimoine ne constitue pas un bien libre : tous ne jouissent pas des mêmes droits et capacités d'accès et tous n'en tirent pas le même bénéfice, que celui-ci soit apprécié en termes de statut social ou d'accumulation de richesses marchandes.

- 17 En second lieu, la complexité du patrimoine, son double ancrage dans l'univers de l'échange marchand et celui de la construction du lien social, ses temporalités multiples... invitent à reformuler les hypothèses de comportement sur lesquelles l'économie du marché fonde son argumentaire. Il n'est pas pour cela nécessaire de remettre en cause le principe de l'intérêt particulier mais, plus simplement, l'axiome qui prétend qu'il ne peut être satisfait que par l'échange et donc l'appropriation individuelle. Considérée sous cet angle, la patrimonialisation repose sur un paradoxe : elle est fondée sur un rapport de coopération et se résout dans la mise en scène de conflits qui mettent en balance l'intérêt collectif – accroître les capacités d'action présentes ou futures du groupe par une incrémentation de son patrimoine – et l'intérêt particulier qui pousse les individus (sans qu'ils en soient nécessairement conscients) à accroître leur capacité à prélever une part plus importante de la ressource commune. La clé de ce paradoxe tient à un aspect qui, logiquement, n'a pas retenu l'attention des économistes du marché : la construction de l'appropriation collective, c'est-à-dire du corpus de règles qui pose, spécifie et cadre (tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur) un principe d'exclusion hors duquel l'appropriation (qu'elle soit collective ou individuelle) n'a aucun sens (Weber et Réveret, 1993 ; Linck, 2007). Au-delà de la critique de l'utilitarisme, la question de l'appropriation collective constitue bien le socle sur lequel l'économie patrimoniale doit être construite. Avant d'explorer plus en avant le champ problématique que structure l'appropriation collective, il n'est pas inutile de revenir sur quelques-uns des postulats et des développements qui fondent et nourrissent le paradigme de l'utilitarisme. Une étape nécessaire pour identifier les principaux clivages qui opposent l'économie patrimoniale à l'économie standard ainsi qu'à ses variantes.

3. Les limites du dogme du choix rationnel

- 18 Si l'on s'attarde un moment sur ce qui en constitue le socle historique de sa structure logique, l'économie néo-classique s'intéresse fondamentalement à l'allocation de « biens et de ressources rares à usages alternatifs ». Dans cette acception, l'économie est ainsi entièrement structurée autour d'une théorie du choix qui met sur le devant de la scène des individus parfaitement autonomes, coupés de leurs mémoires individuelle et collective. L'*homo œconomicus* de la théorie est un être parfaitement rationnel dont les comportements sont entièrement expliqués par une obsession et une seule : satisfaire son intérêt particulier. Ce postulat appelle un corollaire : l'*homo œconomicus* est également

parfaitement informé. Il l'est tout autant pour ce qui touche l'état de l'environnement et ses propres aspirations : le consommateur connaît parfaitement l'ordre de ses préférences personnelles, de même, l'entrepreneur maîtrise l'ensemble des options techniques en fonction desquelles il organisera la production⁷. Quant à l'environnement, et donc à ce qui fait patrimoine, il n'en est pas question : il est censé constituer un élément exogène.

- 19 Dans un univers étroitement circonscrit et entièrement régi par la recherche de l'intérêt particulier, le décideur individuel constitue l'unité élémentaire, et d'ailleurs la seule, de l'ordre social. La société est ainsi dépourvue d'institutions, de mémoire et donc privée de patrimoine. Elle ne constitue qu'un conglomérat informe d'individualités qu'opposent la diversité des aspirations et la prégnance des comportements opportunistes. Est-ce à dire que ce monde idéal exclut l'existence de tout lien social ? Certainement pas dans la mesure où le lien est lui-même le produit de l'échange : la démarche néo-classique pose au contraire le principe de l'existence d'un ordre sous-jacent, immanent ou « naturel », que les postulats du choix rationnel visent à mettre en évidence et à légitimer. Par là, la démarche est à la fois totalisante et totalitaire. La démonstration repose sur deux principes :

L'échange marchand, d'une part, est posé comme le moyen – le seul – par lequel les individus parviennent à satisfaire leur intérêt particulier. Il en résulte que les biens non marchands sont considérés comme des biens libres, nécessairement situés hors du champ de l'économie et sans incidence sur l'ordre des préférences individuelles ;

La concurrence, d'autre part, est posée comme seule modalité d'ajustement réciproque des intérêts particuliers.

- 20 Ces deux principes permettent de reconnaître le marché en tant que seul dispositif de coordination. L'échange et la concurrence conduisent les individus à effectuer les choix qui leur assurent le plus grand bénéfice possible. L'agrégation des choix individuels, tant des consommateurs que des producteurs détermine les offres et les demandes globales dont la confrontation aboutit à un équilibre général qui fixe à la fois le prix de tous les biens et les quantités produites. Chacun peut suivre son obsession : par les seules vertus de l'échange, les conflits se délitent dans une infinité de confrontations élémentaires que la concurrence suffit à résoudre. Les fonctions d'offre et de demande ne sont ainsi pas autre chose que les expressions collectives des meilleurs choix possibles. Le marché est en même temps présenté comme un gage d'harmonie sociale, à tout le moins si l'on suit les critères formulés par Pareto qui montre que l'équilibre général walrasien est également un optimum social en ce sens qu'il correspond à un état où il est impossible d'accroître la satisfaction d'un individu sans en léser au moins un autre.
- 21 Cette présentation reste sommaire et caricaturale. Si les références au paradigme du « choix rationnel » imprègnent encore fortement – de façon implicite et sommaire – le discours politique, elles sont plus rares et surtout bien plus nuancées dans celui des économistes. On parle ainsi de rationalité « limitée », « procédurale » ou encore « adaptative » à la fois pour en relativiser la portée et circonscrire plus étroitement les champs d'application. Dans le fil la pensée néoclassique ou dans un voisinage proche, le réexamen des hypothèses sur lesquelles repose le paradigme ouvre des pistes prometteuses sans pour autant toujours en contester les fondements. La prise en compte des institutions, des incertitudes, de la spécificité, des coûts de transaction gomme l'image de l'*homo œconomicus* sans jamais l'effacer totalement. De nouveaux courants se sont affirmés. Nous n'en retiendrons ici que deux : l'économie de la connaissance, d'une

part, et les approches de l'action collective portée par les courants néo-institutionnalistes, d'autre part.

- 22 Nous retiendrons du premier que la connaissance n'est pas une marchandise comme les autres dans la mesure où sa production est marquée par l'existence d'économies d'échelle croissantes qui contredisent la théorie (néo-classique) de l'entrepreneur et invitent à relativiser les notions de rareté et de concurrence. Ainsi, selon Cohen et Verdier (2008, p.17), l'économie de l'immatériel se caractérise par « des rendements croissants importants, des externalités statiques et dynamiques dues à des effets de réseau, une logique de « *winner-take-all* », des effets taille de marché domestique, et des situations d'oligopoles dominants ».
- 23 Les approches de l'action collective s'affichent dans une démarche de rupture vis-à-vis du modèle néo-classique : toutes les richesses ne sont pas soumises au régime de la propriété individuelle. La production, l'entretien, la valorisation de ressources collectives appellent la mise en œuvre de solidarités et met à jour des interdépendances qui ne cadrent plus tout à fait avec le paradigme du choix rationnel : l'individu n'est plus le seul décideur et au marché défaillant doit se substituer une règle définie et assumée collectivement.
- 24 Mais quelle est la portée réelle de cette rupture ? Permet-elle de structurer une réflexion sur les liens entre patrimoine et économie ? Que peut apporter une problématique de l'appropriation ? Nous verrons que la rupture reste très relative dès lors que l'action collective reste située dans un univers étroitement circonscrit et totalement régi par l'intérêt individuel. Nous verrons également que la notion d'intérêt collectif doit être relativisée. Au-delà de l'accumulation de valeurs d'échange, il est vite question d'enjeux de pouvoir et de construction identitaire. Le bien collectif d'une approche patrimoniale n'est pas exactement le même que celui des théories de l'action collective : il s'en différencie par le fait que c'est à la fois un bien complexe et un bien singulier. Il vaut pour lui-même, mais aussi pour les savoirs techniques et relationnels qui lui sont attachés et auxquels il donne accès.
- 25 Nous aboutirons, à propos des connaissances (encore une fois, définies dans leur sens le plus large) à des conclusions voisines. Nous nous intéresserons, dans un premier temps, aux biens qui ont vocation à être donnés et plus précisément à ces connaissances qui par leur association à – ou à leur incorporation dans – un bien marchand sont appropriées par l'échange et non plus par le don ou le partage. Considérée dans cette perspective, la marchandisation de composants patrimoniaux met en cause le principe de l'autonomie du consommateur dans la construction de l'ordre de ses préférences : ces connaissances répondent à des attentes, notamment en matière de construction identitaire, qui ne peuvent plus alors n'être satisfaites que par l'échange. Le composant patrimonial n'est alors plus qu'un « consommable » il a vocation à être détruit en même temps que le bien qui le porte. Avec l'échange s'efface ou disparaît le lien social que la trilogie don contre-don et dette permettait d'instituer et de stabiliser (Godelier, 1996 et 2007 ; Caillé, 2007). Comment ne pas envisager dès lors que les comportements individuels soient bien moins tirés par une quête obsessionnelle du plaisir que par une fuite vaine et compulsive des frustrations ?
- 26 La marchandisation peut également être abordée en tant que dispositif de patrimonialisation (et donc d'appropriation collective) : elle nourrit fréquemment un processus d'instrumentalisation, d'altération ou de déconstruction des patrimoines. Nous examinerons sous cet angle les limites du droit de la propriété intellectuelle pour ce qui concerne la préservation, la protection et la valorisation de l'origine dans le domaine des

productions alimentaires. Le signe de qualité (une AOP ou une IGP et, par extension, un label bio ou équitable) sera alors reconnu en tant que dispositif d'appropriation. Les modalités de sa construction, l'étendue et la sévérité des prescriptions inscrites dans le règlement technique ont une incidence forte sur la distribution entre les parties prenantes des capacités à définir le produit, à spécifier l'intensité de son ancrage territorial, à impulser de nouvelles orientations techniques ou encore à peser sur le partage de la valeur ajoutée. Considérées dans cette perspective, les qualifications sous indication géographique peuvent tout aussi bien constituer les leviers d'un développement local, durable et solidaire comme l'outil d'une entreprise de spoliation qui, à bien des égards, s'apparente à une accumulation primitive.

4. Les ambiguïtés du choix collectif

- 27 Supposons que l'accès aux biens collectifs ne soit pas toujours aussi libre que le suppose la théorie économique et qu'il ait une incidence sur le fonctionnement du marché... La construction du choix collectif ne pourrait plus être considérée comme simple agrégation de décisions individuelles et constituerait alors un champ problématique à part entière. La démonstration peut en être établie assez aisément à partir du modèle construit par Hardin en 1968. Deux points seront mis en avant : le rapport à l'environnement et la nature de la confrontation entre les acteurs.
- 28 Considérons avec l'auteur de « la tragédie des communs » que des éleveurs parfaitement autonomes et rationnels exploitent sans aucune contrainte un même parcours « naturel »⁸. Si l'égoïsme les porte à accroître la taille de leur troupeau, leur intérêt leur dicte de modérer les pressions qu'ils exercent sur une ressource qu'une surexploitation met en péril. Pourtant, ils n'en feront rien dans la mesure où aucune règle ne leur assure que tous les autres éleveurs agiront dans le même sens. Dans ces situations où la ressource commune est finie, le choix rationnel débouche sur une tragédie : en l'absence de règle (instituée par une puissance supérieure ou par les usagers eux-mêmes) et à défaut de privatisation de la ressource commune (qui mettrait les éleveurs face à leurs responsabilités), l'accroissement de la pression exercée par chacun des usagers conduirait inexorablement à la destruction de la ressource et à la ruine de tous. Aucun salut ne peut alors être attendu hors d'une mise en œuvre d'une démarche de concertation ou d'une prise en charge de la ressource par une autorité supérieure (Acheson, 1991 ; Wade, 1987)
- 29 Ce modèle simple, qui fonde l'argumentaire de l'analyse stratégique et le discours néo-libéral⁹ est loin d'être aussi rigoureux qu'il paraît. Il inspire une double réserve.
- 30 La première porte sur sa cohérence externe : l'environnement – la scène dans laquelle sont situées les rivalités d'usage – est lisse, neutre, c'est-à-dire sans incidence sur la confrontation des intérêts particuliers. Cette hypothèse n'a pas de sens dans une perspective patrimoniale. D'une part, parce que la terre – le « parcours » de Hardin – ne peut pas être traitée comme si elle ne constituait qu'un simple support invariant des activités agricoles. Son écosystème dispose d'une capacité de résilience qui ne peut pas être tenue pour négligeable. Dans la pire des hypothèses, celle où le parcours serait totalement ravagé, le couvert végétal ne tarderait pas à se reconstituer. D'autre part, parce que les usagers du parcours sont tous détenteurs d'une part – inégale – des savoirs techniques et relationnels qui forment la mémoire collective du groupe. S'ils sont rationnels – ils le sont par hypothèse –, ils savent que le dénouement de la tragédie est

loin d'être aussi sombre. Et, surtout, ils savent que tous n'entrent pas dans la compétition avec les mêmes chances de succès ; tous ne jouissent pas des mêmes capacités d'action et tous ne partagent pas exactement les mêmes attentes. Cette première réserve permet d'établir un constat : la démarche de Hardin, en séparant la terre et les comportements individuels des trames cognitives qui structurent le rapport des individus à la nature et à la société reste radicalement dissociative, et par là, ne peut proposer qu'une critique partielle du paradigme du choix rationnel.

- 31 La seconde réserve porte plus spécifiquement sur la nature des rivalités d'usage. Une approche dynamique permet d'établir que, dans le respect strict des hypothèses posées par Hardin, une alternative à la tragédie des communs peut exister dans la compétition avec, à terme, non pas une destruction de la ressource mais un accaparement des capacités d'usage. Les pressions individuelles entraînent une dégradation de la ressource dont pâtissent tous les éleveurs au prorata de la taille de leur troupeau, qu'ils aient adopté ou non des comportement opportunistes. Dans la mesure où le potentiel fourrager du parcours est limité, l'issue de la compétition ne fait pas de doute : le parcours sera accaparé par les éleveurs les plus opportunistes (ou les plus lucides). Cela ne contredit pas nécessairement (selon la lecture que l'on en fait) le modèle de Hardin : l'accaparement des capacités d'usage s'inscrit, bien qu'à terme, dans une logique de privatisation du bien commun. Mais de quel bien commun s'agit-il ? De la terre en tant que simple substrat ? Ou bien de la terre reconnue en tant que bien complexe et ressource patrimoniale ?¹⁰ Ces questions suggèrent qu'entre la concertation et l'accaparement bien des situations hybrides peuvent exister et qu'un examen des modalités de construction de la règle et de ses effets s'impose.
- 32 L'issue que constitue l'accaparement montre que la résolution des conflits d'usage peut passer par la confrontation d'un rapport de force. Les sociétés rurales sont loin d'être parfaitement égalitaires ou de constituer ces havres de paix et d'harmonie qu'un certain romantisme agraire se plaît à voir en elles (Mendras, 1995). C'est particulièrement vrai au Mexique où une étude conduite à partir des données du recensement agricole de l'an 2000 montre que, dans des conditions voisines de celles posées par Hardin, la plupart des communautés paysannes issues de la Réforme agraire ont choisi de ne pas réglementer les « terres d'usage collectif » afin de laisser libre cour à une compétition dont sortiront gagnants les éleveurs les plus puissants¹¹. À l'échelle nationale, moins de 5 % des *ejidos* dont l'économie repose sur le binôme maïs – élevage allaitant ont institué des restrictions d'accès¹². En contraste, moins de 15 % des paysans détiennent plus de 50 % du bétail présent sur leur communauté et plus d'un tiers n'ont aucun animal (Linck, 2001 et 2007).
- 33 La même recherche, conduite à l'échelle d'une communauté indienne¹³ (Pur'hepecha, dans l'État du Michoacán, Mexique), met en évidence une situation plus contrastée encore : les trois quart du bétail présent sur la communauté sont détenus par moins de 10 % des familles et plus de la moitié des foyers en sont totalement dépourvus alors que tous jouissent – en théorie – des mêmes droits d'usage. L'étude conduite à un échelon local permet de mettre en relief les effets de l'accaparement des terres collectives sur la structure agraire. D'une certaine façon, les savoirs techniques et relationnels locaux sont accaparés en même temps que les parcours, à tout le moins, ils sont inévitablement altérés et réaménagés. La concentration du bétail alimente un processus de spécialisation de la grande majorité des exploitations sur la production de maïs sans que les synergies¹⁴ qui lient culture et élevage puissent être maintenues. La fragilisation des exploitations alimente la déprise agricole cependant que la paupérisation des villageois entraîne un

accroissement préoccupant de la pressions sur les forêts (Linck, 1988). Une nouvelle dynamique agraire s'instaure : l'élevage, principal pôle d'accumulation, en constitue maintenant l'élément dominant. Son essor repose sur l'externalisation d'une part importante des coûts de l'approvisionnement fourrager (essentiellement les résidus de culture produits sans contrepartie par les cultivateurs) ainsi que des coûts environnementaux. Mais le changement a un prix : la déconstruction des savoirs locaux – tant techniques que relationnels – ou leur instrumentalisation¹⁵ entraînent un délitement du lien social et une fragilisation manifeste de l'agro-écosystème (Linck, 1988 et 2007).

- 34 Toute appropriation suppose la mise en œuvre d'une règle. Cette règle est l'expression d'un choix collectif, même si, comme dans les illustrations qui précèdent, le choix peut être contraint et la règle rien d'autre qu'une règle de fait : quoiqu'il en soit, elle s'impose à tous. L'approche dissociative que suit Hardin ne permet pas de prendre en considération des questions qui, maintenant, peuvent paraître essentielles : Quels sont les contours de l'appropriation collective (où se situe la frontière entre les ayants droits et les usagers potentiels ?) ? Quelles en sont les modalités (sur quelle base les capacités individuelles d'accès sont-elles distribuées ?) ? Comme nous l'avons souligné, le modèle de Hardin met en scène des acteurs dépourvus de mémoire individuelle et collective, dans un scénario qui laisse entendre qu'aucun d'eux ne dispose de capacités d'action dont les autres seraient privés. Dans de telles conditions, les conflits d'usage ne peuvent être que non agonistiques : la construction de l'accord renvoie à une concertation éclairée et à une démarche délibérative auxquels fait écho aujourd'hui le principe de la « bonne gouvernance ». Elle peut, dès lors, s'appuyer sur une approche parétienne : tout changement qui satisfait l'intérêt d'un individu sans porter préjudice à aucun autre sera jugé préférable. Il suffit, en revanche, de considérer que le bien commun puisse être associé à des savoirs techniques et relationnels inégalement distribués pour que prenne sens l'hypothèse de rivalités agonistiques. Les conflits ont alors de fortes chances de s'inscrire dans un jeu gagnant-perdant et ne pourront être résolus que par l'usage de la force, une altération de l'environnement ou une modification du rapport à l'environnement¹⁶.
- 35 Les enseignements qui peuvent être tirés du modèle de Hardin et de sa critique ont-ils un sens lorsque l'appropriation porte sur des biens intangibles ? La terre est une ressource physiquement limitée et mesurable, ce qui n'est pas précisément le cas des connaissances : le travail d'objectivation s'en trouve facilité. Il n'en demeure pas moins que les connaissances constituent par essence des biens collectifs : aucune connaissance nouvelle ne peut être construite sans activation de savoirs antérieurs et sans mobilisation des trames cognitives qui leur donnent sens (Linck, 2005 et 2007). Aucun savoir relationnel n'a de sens s'il n'est, pour partie au moins, partagé. Mais dans la mesure où ils ne sont pas détruits par l'usage que l'on en fait et où le coût de leur reproduction peut être considéré comme nul, ces biens collectifs, à la différence des communs de Hardin, ont la particularité d'être inépuisables (Foray, 2000) : ils ne sont donc *a priori* pas concernés par notre critique de la « tragédie des communs »... Au détail près que la rareté peut être instituée, soit dans le cadre du régime de la propriété intellectuelle stricte (Levêque et Menière, 2003), soit dans celui, élargi, des certifications publiques (les indications géographiques, par exemple) ou privées (les marques, individuelles ou collectives). Comme dans notre critique du modèle de Hardin où le succès de l'opposition à la règle dépend de la capacité d'action – du pouvoir – que détiennent les éleveurs les plus puissants, la construction de la règle qui fixe les conditions d'accès à la ressource

commune relève d'un choix fondé sur un rapport de forces : il ne peut donc pas être exclu, dans ce cas aussi, que l'appropriation relève d'un rapport agonistique. En outre, comme le bien commun de Hardin, la ressource cognitive ne peut pas être dissociée des trames cognitives qui la rattachent aux autres connaissances sans être, pour partie au moins dénaturée, appauvrie et/ou détournée dans la construction de nouvelles formes d'appropriation.

- 36 L'incomplétude du champ épistémologique de l'économie apparaît plus clairement si l'on adopte la définition large de la notion de connaissance posée *supra*, en prenant en considération également les valeurs symboliques souvent associées aux produits de consommation pour en assurer la différenciation et la promotion (Linck, 2005 et 2007 ; Dopler, Gonzalez et Linck, 2007).

5. Consommateur ou usager ?

- 37 L'intérêt particulier constitue le fondement premier du choix rationnel et l'échange le moyen, le seul, qui puisse garantir sa mise en œuvre. Mais le marché est-il neutre (c'est-à-dire sans incidence sur la construction des préférences individuelles) ? Et pour commencer, est-il concevable que le plaisir n'ait qu'un fondement individuel ? L'homme est un animal qui se différencie des autres espèces par le langage articulé et la mise en commun de savoirs accumulés, reconfigurés au fil des générations et mobilisés au service d'une grégarité extraordinairement développée. Cette grégarité l'emporte sur toute autre considération. Pour reprendre Godelier (2007), la vie en société ainsi que les règles et les attentes qu'elle suppose sont antérieures à l'apparition de l'homme en tant qu'espèce spécifique. Des savoirs techniques et relationnels organisés existaient donc avant l'adoption de la station debout et du langage articulé et bien plus longtemps encore avant l'invention de l'échange marchand.
- 38 Ainsi, l'intérêt particulier n'a aucun sens s'il n'est pas pensé en lien avec les attentes que suscitent le besoin de socialisation et avec les moyens qui permettent de les satisfaire. C'est par l'accès aux patrimoines propres aux différents groupes et communautés qui structurent la société que l'individu ajuste ses comportements et satisfait son appétence sociale. Son intérêt particulier tient ainsi pour une large part à sa capacité d'accès aux savoirs techniques et relationnels qui constituent la substance même des patrimoines. Par là il acquiert statut et reconnaissance sociale, prestige et capacité d'action sur son environnement.
- 39 Ces observations renvoient à une notion tout aussi fascinante et connotée que celle de patrimoine : l'identité. Considérée au premier degré, l'identité s'apparente à une émotion. Une émotion qui procède d'un partage d'expériences ou de savoirs et qui ne peut prendre sens et s'exprimer qu'en référence à une trame interprétative commune. Dans cette perspective, le patrimoine apparaît bien comme un « générateur » d'identité (Heinich, 2009 ; Leclercq, 2010) dans la mesure où il fournit les repères, les critères et les références qui permettent aux acteurs de se reconnaître, de se situer et de se mettre en situation de partage. L'émotion procède d'un partage. Celui-ci renvoie à l'activation (et éventuellement à l'actualisation) de valeurs, de repères et de représentations qui fondent une même appartenance et qui nourrissent un sentiment partagé de solidarité. Nous considérons pour notre part que l'identité est l'expression du rapport d'appropriation qui lie l'individu aux patrimoines de ses groupes d'appartenance. Cette notion recouvre bien les attributs d'ipséité et d'altérité généralement mises en avant pour définir l'identité

(Ricoeur, 1990) : les capacités individuelles d'accès à la mémoire collective d'un groupe social marquent bien une ligne de partage entre ceux qui peuvent revendiquer une appartenance au groupe et ceux qui s'en démarquent.

- 40 Mais il reste que l'appropriation de cette mémoire n'a aucune raison d'être parfaitement égalitaire. Tous les membres du groupe ne peuvent pas s'y référer avec la même force, ni la mobiliser avec la même efficacité ou encore en infléchir le sens ou peser sur les modalités de son appropriation. La problématique de l'appropriation permet donc d'associer une troisième dimension à la notion d'identité : celle de hiérarchie. L'identité est donc également un marqueur de statut et de positionnement hiérarchique au sein du groupe.
- 41 Considérée sous cet angle, la notion de plaisir perd une grande part de sa connotation individuelle. « L'intérêt particulier » ne peut plus être strictement circonscrit dans le seul champ du choix rationnel dans la mesure où il doit être perçu tout autant comme le produit d'un partage que comme le fruit d'un échange. L'échange seul ne saurait suffire, même considéré dans le sens large que lui donne Mauss¹⁷ (Godelier, 1996). Mais s'agit-il d'un partage équitable ? Nous n'avons aucune raison de le penser. D'une part, parce que l'accès à ces patrimoines présuppose des apprentissages : ceux-ci peuvent dépendre des efforts individuels, mais également, et de façon déterminante, du milieu d'origine, des rapports de forces et des trajectoires individuelles. D'autre part, parce que les patrimoines constituent des enjeux, tant pour les constructions identitaires que, de façon indissociable, pour celles des hiérarchies sociales. Le contrôle des patrimoines – la capacité de peser sur leurs configurations et d'en réserver les droits d'accès ou d'usage – constitue ainsi une ressource de pouvoir et, en dernière instance, sans doute la seule.
- 42 Le patrimoine et ses appropriations constituent bien des enjeux de la construction du lien social. Ils ne peuvent pas davantage être ignorés pour ce qui concerne la construction du champ de l'économie. Les valeurs sociales, les représentations partagées qui sont associées aux biens de consommation et vendues avec eux pour élargir des débouchés ou mettre en scène et différencier des produits constituent de véritables ressources au sens économique du terme. Il en va de même de la référence aux savoirs techniques ou relationnels anciens mobilisés dans la construction de l'image d'un produit. Dans un cas comme dans l'autre, leur incorporation dans les processus de production ou la présentation des produits permet au final d'en accroître la valeur marchande. La « nouvelle théorie de la consommation » fournit des arguments qui peuvent être mobilisés dans cette perspective. Selon Lancaster (1966), le consommateur ne maximise pas son utilité en choisissant entre différentes marchandises, mais entre les différents associés à ces marchandises. Quelle est la nature et l'origine de ces attributs ? Nous pouvons supposer qu'il s'agit, au moins pour une part, de ces valeurs patrimoniales que le consommateur s'approprie en achetant le produit et qu'il espère mobiliser dans une démarche de construction identitaire. La théorie ne donne aucune réponse, mais les travaux de Lancaster sur le renouvellement des biens domestiques (pourquoi remplacer un équipement qui fonctionne encore ?) plaident en faveur de notre interprétation. Celle-ci trouve un corollaire dans une remise en cause de la « pyramide » des besoins. Maslow (1943) place au sommet de la hiérarchie la satisfaction des besoins physiologiques. Nous sommes, pour notre part, enclins à considérer que les besoins de socialisation (l'appétence sociale) occupe le même niveau, sinon un niveau supérieur.
- 43 Les ressources patrimoniales ne constituent cependant pas des actifs ordinaires dans la mesure où il s'agit de biens immatériels par nature dépourvus de valeur d'échange. Dès

lors, leur mobilisation dans les processus de marchandisation appelle un double questionnement utile pour cerner le champ problématique de l'économie patrimoniale.

- 44 Le premier renvoie à la question de la construction de la valeur : comment l'activation de ressources dépourvues de valeur d'échange peut-elle entraîner un accroissement de la valeur ajoutée finale ? D'une certaine façon, la réponse tombe sous le sens : il en va ainsi seulement dans la mesure où ces valeurs patrimoniales deviennent rares. Leur prix, ou, plus précisément leur capacité à générer de la valeur marchande s'apparente alors à une rente de monopole : il découle de la capacité à ajuster l'offre à la demande solvable. Mais le constat ne présente qu'un intérêt limité s'il n'est pas examiné à la lumière d'une autre question : les valeurs, représentations et savoirs mobilisés dans le processus productif ou mis en scène dans la signalisation du produit sont réputés inépuisables : sur quels dispositifs (institutionnels, techniques ou économiques) la rareté est-elle construite ? De même, ces ressources patrimoniales sont, par définition, dotées d'attributs de biens collectifs : sur quels dispositifs se fondent les exclusivités d'usage et à qui bénéficient-elles ? La réponse ici encore tombe sous le sens : elles sont rares parce qu'elles sont appropriées et qu'un dispositif particulier d'ordre juridique (la propriété intellectuelle) ou technique permet d'instituer de la rareté en en réservant ou en en limitant l'usage.
- 45 Si la question de l'appropriation est, de notre point de vue, essentielle pour la construction du champ problématique de l'économie patrimoniale, elle nourrit également une série de questionnements portant sur la gestion – et donc la construction – des patrimoines. Le processus de marchandisation est par essence dissociatif (Linck, 2007). Les ressources patrimoniales une fois incorporées peuvent ne constituer que de simples faire-valoir et ne prendre sens que par rapport au produit qu'elles mettent en scène. À tout le moins, extraites de leur sphère originelle et transposées dans l'univers unidimensionnel de la marchandise, elles risquent d'être irrémédiablement dissociées des histoires (Fischler, 2001) et des trames cognitives qui leur donnaient sens¹⁸.
- 46 Cette problématique prend sens dans d'innombrables situations tant est fréquente l'incorporation ou l'association de valeurs symboliques aux biens de consommation, des plus ordinaires aux plus sophistiqués. Elle est également particulièrement pertinente sur le champ de la propriété intellectuelle : nous avons choisi d'en développer une illustration à propos de l'aliment parce que les préférences et les habitudes alimentaires sont particulièrement révélatrices des modes de socialisation. Considéré d'un strict point de vue biologique, l'aliment ne constitue qu'un simple nutriment, un composé de molécules organiques et de sels minéraux dont l'ingestion et la métabolisation répondent à nos besoins physiologiques. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est en même temps bien davantage que cela. Il est source d'émotions qui ne sont véritablement ressenties que dans la mesure où elles sont partagées et qui ne prennent donc sens que par rapport à une mémoire collective (les savoirs mobilisés dans les processus de domestications de la nature, l'élaboration des aliments et les modes de consommations ainsi que les représentations, l'exploration des saveurs et le respect des rituels qui leur sont associés) et à des apprentissages complexes : dans ce sens la mémoire partagée (« l'idéal » au sens de Godelier (1984)) fonde et instruit pour une large part notre rapport à la société. Dans le même sens, l'alimentation objective notre position particulière dans les chaînes alimentaires et les écosystèmes que nous colonisons et, par là, suscite fantasmes et représentations qui concourent également à construire le rapport de l'individu à la nature et à la société. Enfin, l'ingestion d'aliments dotés de ces vertus réelles ou supposées instruit un processus de « métabolisation symbolique » qui participe de la

construction du lien entre le mangeur et son propre corps. L'aliment doit donc être considéré d'un double point de vue : il est composé à la fois de nutriments et de valeurs symboliques et a pour fonctions de satisfaire tant nos besoins physiologiques que nos attentes en matière de socialisation et de construction identitaire. Ce point de vue rejoint celui que fonde l'ethnologie structurale ou encore la sociologie de l'alimentation pour lesquelles l'aliment a une fonction physiologique mais également sociale par les liens qui le rattachent au système de pensée du groupe social (Lévi-Strauss, 1962 ; Poulain, 2003).

- 47 Mais que reste-t-il de ces mémoires collectives si l'on songe que le développement des échanges, la circulation des capitaux et l'uniformisation des techniques tendent à voiler et à couper tout lien entre l'aliment et son origine ? Dans une configuration où l'agriculteur est cantonné dans une fonction de fournisseur de molécules organiques indifférenciées à des industries alimentaires globalisées (Hervieu, 1993), il ne reste des valeurs symboliques associées à l'aliment que ce que prétend et met en exergue le conditionnement et la signalisation des produits.

6. La mise en scène de l'origine

- 48 Les dispositifs de protection de l'origine apportent une réponse partielle aux attentes sociales qu'éveille la banalisation de notre alimentation. Mais ils ouvrent aussi une option au négoce de l'alimentation plus que jamais soucieux de diversifier son offre et de lui donner un nouveau vernis. Les dispositifs d'Indication Géographiques (IG) fixent le cadre ambigu de la protection des produits « dont une caractéristique au moins tient à leur origine ». Mais quelle est la nature de cette protection et sur quoi porte-t-elle ? Si l'on s'en tient au seul domaine des échanges internationaux et aux accords TRIPS¹⁹ établis en 1994 sous l'égide de l'OMC, la protection ne concerne que la dénomination, celle-ci étant assimilée à une propriété intellectuelle. Plus précisément l'IG institue une exclusivité d'usage de la dénomination et met en réserve au profits de ses dépositaires les bénéfices qui peuvent être retirés de la réputation qui lui est associée.
- 49 Il revient aux États-Nation, le cas échéant, de fixer le cadre réglementaire qui, en fonction de leurs capacités d'arbitrage, de leurs politiques sectorielles et territoriales, de définir le sens et la portée de la protection des aliments d'origine. Mais au-delà du cadre minimaliste fixé par les accords de 1994, les options sont largement ouvertes. La protection peut ne toucher que la dénomination, viser certaines caractéristiques du produit ou s'étendre à l'ensemble des chaînes productives situées en amont. Si le discours dominant évoque volontiers la préservation des patrimoines locaux et la protection de la nature, ses finalités réelles peuvent être limitées à la protection de segments de marché et à la défense d'intérêts particuliers ou prendre sens dans les cadres plus ambitieux du développement industriel ou territorial voire même, mais de façon nécessairement incomplète et subjective²⁰, sur le champ de la préservation et du renouvellement des savoirs locaux. Les dispositifs de qualification sous Indication Géographique ne constituent en définitive qu'un outil de plus de l'arsenal des politiques publiques. Leurs finalités restent étroitement liées aux choix de développement qu'elle met en œuvre, à ses capacités d'arbitrage et aux tensions que ces choix suscitent au sein de la société civile. Leur conception et leur mise en œuvre se situent donc inévitablement à l'interface des champs de l'économie et du politique.
- 50 Ainsi, l'aliment extrait de sa sphère originelle et transposé dans l'univers unidimensionnel de la marchandise risque de perdre tous ses attributs de bien

patrimonial et d'être irrémédiablement dissocié des trames cognitives qui lui donnaient sens. Mais faut-il pour autant conclure avec Barthélemy *et al.* (2005) que le processus de marchandisation instruit nécessairement un processus de déconstruction patrimoniale ? L'aliment, dépouillé de ses liens à son origine, ne conserve que les apparences de ses ancrages dans les mémoires collectives des territoires. Les logiques d'appropriation patrimoniale que porte la marchandisation entretiennent ainsi chez le consommateur anonyme qu'est devenu le mangeur, une quête d'illusions qui réduit la recherche du plaisir à cette perpétuelle fuite de l'individu devant ses frustrations. Mais il reste que, aussi destructrice qu'elle soit, cette appropriation s'inscrit pleinement dans une démarche de patrimonialisation : en détournant et en instrumentalisant les valeurs symboliques associées à l'aliment elle les reconfigure et fonde de nouveaux modes de socialisation dans la construction d'une « morale du marché » (Godelier, 1996). L'aliment-marchandise est donc loin d'être totalement dépourvu de sens : il est associé à des représentations, inspire des croyances, reconfigure nos mémoires collectives et nourrit des apprentissages et des rituels qui lui sont propres. Il est porteur de ces valeurs utilitaristes qui tendent à convertir le marché en un dispositif central de la socialisation et en l'instrument d'une incessante fuite en avant. Dans ce sens, l'altération et l'instrumentalisation des valeurs sociales associées à l'aliment peuvent être reconnues comme une violence symbolique au sens de Bourdieu⁵¹. Mais il reste que le marché est par nature excluant. Les modèles sociaux qu'il porte ne sont pas à la portée de toutes les bourses et tous ne fondent pas mécaniquement leur socialisation sur les seules valeurs associées à la marchandise. Dans le domaine de l'alimentation comme dans bien d'autres, la violence du marché appelle l'émergence de contre-pouvoirs et le développement de démarches alternatives d'appropriation patrimoniale. L'essor des AMAP, le succès des circuits de vente directe et, de façon très relative, l'intérêt porté aux démarches de qualification (commerce équitable, indications géographiques ou produits bio), sont des réponses qui, dans la mesure où elles se fondent sur un débat citoyen et tendent à reconstruire notre rapport à l'aliment, s'inscrivent pleinement dans cette perspective.

Conclusion : quel champ épistémologique pour l'économie patrimoniale ?

- ⁵¹ Le patrimoine est partout et, de ce fait même, restera à jamais insaisissable. Il n'en va pas de même des processus de patrimonialisation et des dispositifs de l'appropriation patrimoniale. Ces deux phrases résument notre posture. Les sociétés modernes sont trop complexes pour qu'il soit possible d'en envisager une étude exhaustive. Une simplification s'impose. Celle que mettent en œuvre les sciences sociales, et en particulier l'économie, repose sur un découpage des connaissances en différents registres disciplinaires plus ou moins autonomes et étanches. La nôtre repose sur la mise en œuvre d'une clé de lecture construite autour d'un concept : l'appropriation collective et ses dispositifs. Nous mettons donc en œuvre une simplification qui relève bien davantage d'une démarche transversale que d'une segmentation. Dans ce sens, nous avons pu affirmer que l'économie patrimoniale n'a pas vocation à constituer un domaine particulier rattaché aux sciences économiques : c'est sans doute en cela que réside le clivage fondamental qui différencie notre démarche de celle qui peut être associée aux travaux de Barthélemy (Barthélemy *et al.*, 2005). Ce clivage reste relatif et, dans la perspective d'un enrichissement mutuel, doit être explicité. Nous partageons un même

intérêt pour la complexité et nous considérons le patrimoine dans ses effets structurants à la fois sur l'ordre économique et sur l'ordre social. Nous partageons, enfin, une même ambition critique à l'égard des paradigmes, des postulats et du champ de l'économie libérale. Nos divergences portent sur la démarche et plus précisément sur un glissement sémantique : notre attention s'est déplacée ainsi de la notion de patrimoine à celle de patrimonialisation puis de la notion de patrimonialisation à celle d'appropriation collective.

- 52 Le patrimoine est un bien collectif complexe. C'est donc un bien approprié collectivement. Il y a là à la fois une nuance et une rupture majeure : considéré sous cet angle, l'appropriation (et donc la propriété) ne peut plus être considérée comme un simple état mais bien comme un processus (ou son aboutissement provisoire) et comme un rapport social. Cette double dimension, largement ignorée par les sciences économiques, ouvre à son tour deux pistes de réflexion. Elle souligne, d'une part, la nécessité de l'exclusion et, par là, invite à traiter différemment, dans une approche plus polémique, la problématique de l'action collective et la place du conflit²². Elle conduit, d'autre part, à considérer l'appropriation collective dans la diversité de ses expressions et modalités : c'est une distribution inégale au sein du groupe détenteur du bien collectif de capacités²³ à nommer, définir, identifier, accéder, gérer, aménager, tirer avantage, transmettre... Il reste que ces pistes doivent pouvoir être explorées et objectivées. Dans cette perspective, les dispositifs de l'appropriation collective constituent à la fois le fil conducteur de l'analyse et l'outil qui fait lien entre l'observation et l'analyse : ces dispositifs ne sont en substance que l'agencement de règles (juridiques, tacites, techniques) et de pratiques situées qui cadrent la construction des choix collectifs.
- 53 La transversalité, les paradigmes, la méthode, le champ problématique et les ambitions qui viennent d'être évoqués ne cadrent pas précisément avec les contours du champ disciplinaire de l'économie. Mais ils ne s'en éloignent pas nécessairement beaucoup : l'économie patrimoniale est sans doute appelée à se développer à côté de l'économie, mais elle a incontestablement aussi vocation à se situer dans un voisinage proche et à n'en être séparée que par une frontière imprécise et poreuse. Les perspectives qu'ouvre notre approche de l'appropriation collective présentent un intérêt évident pour l'économie, comme en témoignent les passerelles qui peuvent les rattacher, notamment, aux travaux de Ostrom. Nous mettons en avant une acception large de la notion de patrimoine (ensemble structuré de savoirs techniques et relationnels constitutifs d'une mémoire collective) et une vision plus polémique de celle de patrimonialisation. L'une et l'autre peuvent être utilement mobilisées pour aborder les problématiques de la durabilité sans dissocier ses dimensions environnementales, économiques et sociales. Dans la même perspective, nos propos sur l'appropriation des mémoires collectives s'inscrivent de plain-pied dans les débats sur la privatisation des connaissances et du vivant.

BIBLIOGRAPHIE

- Acheson M. J., 1991, « La administración de los recursos de propiedad colectiva » *Antropología económica*, Consejo Nacional para la cultura y las artes et Alianza editorial, Mexico.
- Barthélemy D., Nieddu M., Vivien F-D., 2005, « Économie patrimoniale, identité et marché », in : Barrère C., Barthélemy D., Nieddu M., Vivien F-D. (dir.), *Repenser le patrimoine*, Paris, L'Harmattan, p. 121-150.
- Beitone A., 2010, « Biens publics, biens collectifs, pour tenter d'en finir avec une confusion de vocabulaire », *Revue du MAUSS permanente*, 27 mai 2010 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article690>
- Bourdieu P., Passeron J-C., 1991, *La Reproduction. Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éd de Minuit, coll. « le Sens commun ».
- Caillé A., 2007, *Anthropologie du don*, Paris, La Découverte.
- Ciriacy-Wantrup S. von, Bishop R.C. 1975, "'Common Property' as a Concept in Natural Resources Policy", *Natural Resources Journal*, vol. 15, p. 713-27.
- Cohen D., Verdier T., 2008, *La mondialisation immatérielle*, Paris, La Documentation française.
- Crozier M., Friedberg E., 1992, *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris, Editions du Seuil, Coll. « Points Essais ».
- Dopler F., Gonzalez A., Linck T., 2007, « Les saveurs cachées du café solidaire », *Économie et solidarités* n° 2/37, Université du Québec, p. 152-168.
- Durkheim E., 1986 (1897), *Le suicide*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Quadrige ».
- Fischler C., 2001, *L'omnivore*, Paris, Editions Odile Jacob.
- Foray D., 2000, *L'économie de la connaissance*, Paris, La Découverte.
- Godelier M., 1984, *L'Idéal et le Matériel*, Paris, Fayard.
- Godelier M., 1996, *L'énigme du don*, Paris, Fayard.
- Godelier M., 2007, *Aux fondements des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Paris, Flammarion, Coll. « Champs Essai ».
- Greffe X., 2003, *La valorisation économique du patrimoine*, Paris, La documentation française.
- Hardin G., 1968, "The tragedy of the commons" *Science*, Vol. 162, p. 1243-1248.
- Heinich N., 2009, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Hervieu B., 1993, *Les champs du futur*, Paris, Editions François Bourin.
- Hobbes T., 2000 (1651), *Le Léviathan*, Paris, Folio Essais.
- Hobsbawn E., T. Ranger (dir.), 2006, *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Lancaster R. K., 1966, "A New Approach to Consumer Theory", *Journal of Political Economy*, n° 74, p. 132-157.

- Leclercq M., 2010, *Le rooibos : dynamiques locales autour d'un produit marchand à succès, révélatrices d'une société sud-africaine plurielle*, Thèse, Paris, Muséum national d'histoire naturelle.
- Lenclud G., 1987, « La tradition n'est plus ce qu'elle était... », *Terrain*, n° 9, octobre.
- Levêque F., Menière Y., 2003, *Économie de la propriété intellectuelle*. La Découverte.
- Lévi-Strauss C., 1962, *La pensée sauvage*, Paris, Plon.
- Linck T., 2001, « Tierras de uso común, regímenes de tenencia y transición agraria en México », *Revista del México Agrario*, n° 12, México, Procuraduría agraria, p. 119-152.
- Linck T., 2005, « Patrimonialisation et typification de fromages "traditionnels" : une approche comparée de démarches de qualification », *Ruralia*, 2005-16/17. <http://ruralia.revues.org/document1086.html>.
- Linck T., 2006, « La economía y la política en la apropiación de los territorios », Mexico, *ALASRU*, n° 3, p. 128-141.
- Linck T., 2007, « Patrimoines sous tension. L'exclusion, condition et écueil de l'appropriation collective » *Économie appliquée*, n° 3, p. 177-198.
- Linck T., 2009, « Les Indications Géographiques à l'épreuve de l'intensification écologique. La qualification du Queso Cotija et les nouvelles expressions de la question agraire ». *Colloque Localiser les produits : une voie durable au service de la diversité naturelle et culturelle des Suds ? UNESCO* 27-29 juin 2009, Paris.
- Linck T., 2006, « Le *ranchero* dans la construction de l'identité nationale mexicaine », *Les nouvelles de l'archéologie*, NDA 99.
- Linck, T., 1988, *El campesino desposeído*, El Colegio de Michoacán, Zamora, Mexique.
- Martin O., 1999, « le vécu et la perception du deuil et des obsèques », *CREDOC*, [<http://www.obseques-liberte.com/menus/menu031.html>, consulté en octobre 2011]
- Maslow A., 1943, "The Theory of Human Motivation", *Psychological Review*, n° 50, p. 838.
- Mendras H., 1995, *Les sociétés paysannes*, Paris, Folio/Histoire.
- Nora P., 1994, *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard, « Quarto », Tome I.
- Ollagnon H., 1979, « Propositions pour une gestion patrimoniale des eaux souterraines : l'expérience de la nappe phréatique d'Alsace », *Bulletin ministériel pour la rationalisation des choix budgétaires*, n° 36, La documentation française, Paris, p. 33-73.
- Olson M., 1979, *La logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- Poulain J-P., 2003, *Sociologies de l'alimentation, les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Ricœur P., 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Editions du Seuil.
- Sen A., 2004, *L'économie est une science morale*. Paris, Editions La découverte (essais).
- UNDP, [<http://www.beta.undp.org/undp/en/home/ourwork/democraticgovernance/overview.html>, consulté en octobre 2011]
- Veblen T., 1898, "Why is Economics Not an Evolutionary Science", *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 12.
- Wade R., 1987, "The management of common property resources: collective action as an alternative to privatisation or state regulation", *Cambridge journal of economics*, 11, p. 95-106.

Weber J., Réveret J-P., 1993, « La gestion des relations société-nature : modes d'appropriation et droits de propriété » *Une terre en renaissance*, ORSTOM, Le Monde Diplomatique, collection savoirs, p. 71-73.

NOTES

1. Nous ne pouvons pas ne pas faire mention des travaux de Barthélemy, Nieddu et Vivien (2005) à qui l'on doit la notion d'économie patrimoniale. Nous partageons avec eux de nombreux points de vue, mais nous nous démarquons par la place centrale que nous donnons à l'appropriation collective. Entre autres auteurs, nous mentionnerons ici Greffe (2003), Ollagnon (1987), Lenclud (1987) ou encore Hobsbawn (2006) et Godelier (1984) qui ont ouvert des pistes de réflexion prometteuses.
2. Autant partir d'un socle large : le concept de bien collectif s'oppose à celui de bien individuel. La distinction entre bien public, bien collectif, bien commun, bien club... ne présente dans notre démarche qu'un intérêt très relatif.
3. Les ressources cognitives font exception dans la mesure où elles sont intégrées dans des trames cognitives partagées.
4. Notre posture rejoint celle de Ciriacy-Wantrup et Bishop (1975) qui ont mis en évidence la confusion introduite par Hardin entre propriété commune et libre accès (voir *infra*).
5. Le projet, l'accord portant sur l'identification des objectifs, le schéma de sélection, les dispositifs qui cadrent l'échange des reproducteurs et les modalités de leur valorisation, l'insémination artificielle, la confiance, les critères d'identification, le livre généalogique, les dispositifs d'apprentissage, le collectif de gestion de la race. On peut faire état de dispositifs de mise en marché et de signalisation des produits de l'élevage... L'altération de l'un ou l'autre de ces dispositifs est susceptible d'entraîner une modification des modalités de l'appropriation collective de la race.
6. Que nous définissons, avec Godelier (2007) par le fait qu'ils ne peuvent être résolus que par l'usage de la force (ou une transformation de l'environnement dans lequel ils sont situés).
7. Principe qui fonde le postulat de neutralité du changement technique et qui ne peut pas être assumé dans une perspective patrimoniale.
8. C'est-à-dire non-aménagé et non-approprié. L'idée même que puisse exister un « parcours naturel » est saugrenue du point de vue de l'agronomie. Son usage présuppose que l'éleveur puisse en apprécier le potentiel (ce qui constitue une première forme d'appropriation) ; surtout, la présence du bétail entraîne une altération des chaînes trophiques de l'écosystème qui constitue en soi une opération d'aménagement et donc une autre forme d'appropriation. Dans cette perspective et dans un sens plus large, la terre est une ressource complexe structurée par des trames cognitives partagées.
9. Si les défaillances du marché ne sont pas niées, elles sont censées pouvoir être surmontées par des règles établies selon des critères dérivés du paradigme du choix rationnel et de l'individualisme méthodologique (Olson, 1978).
10. Cette éventualité ne permet plus de parler de mono-obsession : les conflits d'usage portent également sur les ressources patrimoniales associées à la terre et peuvent donc s'inscrire dans des logiques différenciées. Dans l'exemple développé *infra* la (communauté Pur'hepecha), l'abandon des activités d'élevage s'explique aussi par le fait que les conflits pour l'usage des parcours peuvent trouver un exutoire dans le développement de l'exploitation clandestine des forêts.
11. Nous reprenons le terme juridique. Les « terres d'usage collectif » représentent environ les deux tiers des terres distribuées par la réforme agraire mexicaine.

12. Dans les situations où la ressource commune risque d'être saturée, l'appropriation collective exige la mise en place de restrictions d'accès. Il s'agit là d'une prérogative des autorités de l'*ejido* établie par le droit agraire mexicain.
13. Conduite à partir d'une enquête et d'entretiens semi-directifs à l'échelle de la communauté villageoise.
14. Elles sont objectivées par l'intensité des flux de fertilité (déjections animales, mise en repos des parcelles), d'énergie (la traction animale), de travail (organisation et partage de la récolte avec les paysans sans terre) et de revenus qui permettent d'internaliser les risques et les aléas propres à une agriculture pluviale précaire (Linck, 1988).
15. Les éleveurs se posent volontiers en défenseurs de la tradition dans la mesure où les usages locaux garantissent le libre usage des biens communs aux membres de la communauté.
16. C'est-à-dire par la mise en œuvre d'apprentissages techniques ou relationnels.
17. Selon Mauss, l'objet échangé dans le cadre du don « a une âme » c'est-à-dire des valeurs sociales qui ne peuvent pas être détenues par un individu seul et que le don permet de partager. Nous cherchons à montrer ici que la modification des conditions d'accès au patrimoine peut être l'aboutissement d'une lutte, d'un conflit et au fait que l'incrémentation patrimoniale relève de la construction et du partage de savoirs techniques et relationnels nouveaux.
18. Greffe (2003) évoque volontiers la notion de système-patrimoine sans pour autant en tirer toutes les conséquences dans la mesure où la problématique de l'appropriation patrimoniale est éludée
19. *Trade Related aspects of Intellectual Property Rights* qui fondent le cadre réglementaire international des indications géographiques. http://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/gi_background_f.htm
20. Les capacités d'action sont limitées par l'incomplétude de nos connaissances des systèmes productifs locaux, les orientations du changement technique, les asymétries qui marquent généralement les systèmes d'action locaux et l'organisation des filières ainsi que par l'ampleur de la rupture culturelle, sociale et physique entre le mangeur et les activités agricoles (Fischler, 2001).
21. C'est-à-dire propre à « tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force ». (Bourdieu, Passeron, 1970, chap. 1).
22. Le fait que, dans son essence même, l'appropriation collective repose sur un principe d'exclusion ouvre également un débat (non abordé ici) sur les rapports entre éthique et économie. Si l'exclusion est une nécessité, il est vain de prétendre l'éradiquer. Mais alors où est l'éthique ? Où est la justice sociale ? Nous pensons que l'une et l'autre peuvent prendre sens non pas dans la négation mais bien dans la mise en œuvre d'une maîtrise collective de l'exclusion (Linck, 2007 ; Sen, 2004).
23. Un parallèle peut être établi et mis en débat avec la notion de capacité posée par Sen (2004).

RÉSUMÉS

Les savoirs techniques et relationnels, considérés dans un sens large, constituent la substance même des patrimoines. Dans une époque profondément marquée par le commerce des valeurs sociales et par la privatisation des connaissances et du vivant, les biens patrimoniaux et, plus

précisément, les processus de patrimonialisation qui permettent d'en aborder l'étude, sont des objets que l'économie ne peut plus ignorer. La marchandisation est présentée ici comme une modalité particulière de patrimonialisation : elle porte sur des ressources collectives complexes qui ont vocation à être mobilisées pour produire la société et construire son rapport à la nature et qui, par là, « font patrimoine ». Mais en les dissociant des trames cognitives qui leur donnent sens, elle les dénature, détourne les fonctions qu'elles assument et altère les modalités de leur appropriation collective. Nous verrons que l'appropriation ouvre un champ problématique qui échappe largement à une discipline encore trop étroitement structurée par le dogme de la rationalité individuelle. Nous montrerons ainsi que l'appropriation collective repose sur un double principe, d'exclusion et de distribution inégale des capacités individuelles d'usage et de gestion des ressources communes, que l'économie n'est, pour le moment, pas en mesure d'intégrer. Notre argumentaire sera illustré par une réflexion sur les dynamiques qu'alimente la recomposition des modalités d'appropriation des terres d'usage collectif. Il trouvera un prolongement dans les questionnements qu'ouvre la marchandisation des réputations, des représentations et des valeurs dans les démarches de qualification de l'origine.

The technical and relational knowledge considered in the broad sense, form the true essence of the patrimonies. In societies profoundly marked by the business of social values and by the privatization of knowledge and life, the patrimony and its appropriations are objects that economy cannot ignore any more. The commoditization is presented here as a particular form of heritage. It bears the ownership of collective and complex resources that are intended to produce society and build its relationship with nature. But by separating knowledge from the cognitive wefts which give it meaning, it distorts and hijacks it from the functions that it should assume. We shall show that the collective appropriation is based on a double principle, of exclusion and uneven distribution of the individual capacities of usage and management of the common resources, that economy is unable to integrate. Our argument will be illustrated by a study on the modalities of appropriation of the lands of collective use. It will find a continuation in the questioning which opens the commoditization of reputation, representations and social values in the origin qualification processes

INDEX

Keywords : appropriation, collective choice, exchange value, patrimonialization, patrimony

Mots-clés : appropriation, choix collectif, marchandisation, patrimoine, patrimonialisation

AUTEUR

THIERRY LINCK

Thierry Linck est directeur du Laboratoire de recherche sur le développement de l'élevage (Corte, INRA-SAD). Ses travaux sur les interactions choix techniques/société portent actuellement sur le développement territorial, les ressources collectives et la qualification des aliments. linck@corte.inra.fr